

Questions orales

Le Parti réformiste devrait tirer une leçon du rassemblement en faveur de l'unité canadienne qui a réuni plus de 150 000 Canadiens, à Montréal, le 27 octobre dernier, et il devrait s'employer à édifier le Canada. À moins que le Parti réformiste ne change de rengaine, il se retrouvera le bec à l'eau.

* * *

[Français]

LA LANGUE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE

Mme Madeleine Dalphond-Guiral (Laval-Centre, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre a eu le culot hier de déclarer que le français a survécu en Amérique grâce au Canada. Pourtant, le taux d'assimilation des francophones de la Colombie-Britannique dépasse 75 p. 100, celui de l'Ontario est de près de 40 p. 100. Les francophones hors Québec doivent sans cesse lutter pour contrôler leurs institutions. Leurs droits sont encore bafoués dans plusieurs parties de ce pays.

Comment peut-on déceimment prétendre que c'est autre chose que le désir profond de nos ancêtres de perpétuer leur culture qui a permis au français de survivre en Amérique? Le français a survécu en Amérique grâce à nos parents qui ont lutté pour que leur société s'épanouisse dans leur langue, malgré les nombreuses injustices tolérées par le Canada à l'égard du français.

Ce qui me permet aujourd'hui de m'adresser à vous en français, c'est le dynamisme du Québec, foyer de notre langue, de notre culture et de notre identité.

* * *

LES PROGRAMMES SOCIAUX

M. Stephen Harper (Calgary-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, la ministre des Finances du Québec a fait hier une excellente suggestion en ce qui concerne les programmes sociaux. Elle a demandé que le gouvernement fédéral transfère des points d'impôt aux provinces plutôt que des montants en espèces et qu'il accorde plus d'autonomie aux provinces dans la gestion de ces programmes.

La ministre souhaite sortir de la dynamique qui permet à Ottawa de se désengager sur le plan financier, tout en continuant à imposer des normes fédérales. Cette proposition fait déjà partie du plan réformiste de décentralisation en vingt points et plusieurs provinces souhaitent des changements en ce sens.

• (1415)

Le gouvernement fédéral devrait envisager une telle réforme au lieu de perdre son temps avec des hochets symboliques comme la société distincte. Le refus irresponsable du ministre fédéral des Finances n'indique pas que le fédéralisme ne peut pas être réformé et que les Québécois doivent se séparer. Bien au contraire, dans ce dossier, les Québécois ont des alliés partout au pays. Ce sont les libéraux qui ne peuvent pas être réformés.

L'UNITÉ NATIONALE

M. Denis Paradis (Brome—Missisquoi, Lib.): Monsieur le Président, profitons du momentum présent pour rapidement présenter à la population canadienne une vision du Canada de demain avec des changements profonds. Faisons-le de concert avec tous les milieux sociaux, économiques et politiques du pays avec une seule idée en tête, l'intérêt du citoyen. Déjà, le gouvernement a annoncé ses couleurs quant à la reconnaissance des Québécois. C'est un pas important qui vient d'être franchi.

Les députés d'un bout à l'autre du pays viennent de reconnaître une société distincte au Québec. Continuons à travailler positivement pour que cette reconnaissance fasse partie, au moment opportun, de la Constitution de notre pays. Il est plus important que jamais que, tous ensemble, nous mettions nos talents, notre esprit, mais surtout notre cœur à faire de ce pays, le Canada, notre pays, façonné à l'image de ses peuples, un pays uni, diversifié, un pays de générosité où l'égalité des chances est la règle. Il s'en vient, ce pays, proche du Paradis.

* * *

LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION NATIONALE DU QUÉBEC

M. Nick Discepola (Vaudreuil, Lib.): Monsieur le Président, le Parti québécois a décidé de ne pas exclure de ses rangs le président et fondateur du Mouvement de libération nationale du Québec. La mollesse avec laquelle les dirigeants péquistes ont choisi d'agir dans ce dossier laisse entrevoir un profond malaise au sein du mouvement séparatiste du Québec.

Comment peut-on espérer que le PQ prenne des mesures énergiques pour se distancier des propos racistes et des incitations à la violence du MLNQ, alors que ce parti est lui-même en train d'exorciser ses propres comportements racistes. Les pâles dénonciations du PQ et du Bloc sont pour le moins insuffisantes et ne contribuent en rien à rassurer la population à l'égard des intentions de M. Villeneuve et de son groupe de radicaux. Comment pourrait-il en être autrement, lorsqu'on sait que certains des élus souverainistes d'aujourd'hui ont jadis signé une pétition pour faire libérer de prison l'ex-felquistes?

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES SOCIAUX

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition, BQ): Monsieur le Président, à la toute fin de la campagne référendaire, dans son discours de Verdun, le premier ministre s'engageait formellement en faveur de la décentralisation du régime fédéral pour répondre aux revendications du Québec. Or, hier, son ministre des Finances a sonné le glas de cet engagement en refusant même de discuter de la proposition de son homologue québécois de remplacer la contribution financière d'Ottawa pour les